



COMMISSION INDEPENDANTE POUR LE DIALOGUE INCLUSIF

RAPPORT FINAL

5 Février 2010

Contexte

Lors d'une concertation inter-tchadienne en mars 2008 à Paris dont l'objectif était de définir le concept du dialogue inclusif, les participants avaient décidé, à l'issue de la rencontre, de la création de la Commission Indépendante pour le Dialogue Inclusif (CIDI). A l'époque, le Tchad traversait une crise politique très aigue occasionnée par le raid de la coalition des mouvements politico-militaires sur N'Djamena en février 2008 qui faillit emporter le pouvoir du Président Idriss Déby ITNO. Elle s'était donné pour mandat d'apporter une modeste contribution à la résolution de la crise politique tchadienne en œuvrant au rassemblement des tchadiens pour arriver à un dialogue politique susceptible d'ouvrir les voies vers une paix définitive au Tchad.

Pour mener à bien sa mission, la CIDI chercha à impliquer tous les acteurs de la crise : le gouvernement tchadien, la communauté internationale, les acteurs politiques, la société civile et tous les groupes armés afin d'explorer les pistes de solutions aux problèmes du Tchad. Elle s'était assigné des objectifs à court, moyen et long terme (pour plus de détails, veuillez-vous référer au programme de travail sur son blog : <http://cidi.over-blog.com>)

Aujourd'hui, le contexte politico-militaire qui a occasionné la naissance de la CIDI a significativement changé. Fort de ce constat, la CIDI estime que sa présence sur la scène n'est plus justifiée ; d'où la présentation de ce rapport final et les recommandations qu'elle propose pour stabiliser la situation politique au Tchad.

Les activités de la CIDI

Conformément à son cahier de charges, la CIDI a eu à prendre part à de nombreuses réunions avec des acteurs tant nationaux qu'internationaux. Ainsi, le Coordonnateur de la CIDI a eu à s'entretenir longuement avec le Président Idriss Déby ITNO qui a donné son accord de principe aux démarches de la CIDI.

Bien que la CIDI ait réussi à convaincre beaucoup d'acteurs internationaux de la nécessité d'un dialogue inclusif de paix au Tchad, elle n'a pas nécessairement réussi à convaincre les acteurs tchadiens que la CIDI puisse en être l'organisatrice. Elle a été perçue comme une organisation concurrente au lieu d'une entité purement intéressée dans la résolution de la crise tchadienne.

En outre, malgré les efforts qu'elle a déployés en vue d'obtenir l'adhésion des politico-militaires à son approche, les leaders de l'opposition politico-militaire n'ont pas jugé utile de travailler avec elle. La société civile n'a pas non plus jugé utile de joindre les efforts.

A contrario, les activités de la Commission Indépendante pour le Dialogue Inclusif au plan international ont permis de sensibiliser beaucoup d'observateurs sur la crise tchadienne. Ainsi, la CIDI a rencontré les représentants des missions permanentes auprès des Nations unies à New York, les ambassades européennes et africaines en Europe, à New York, et à Washington, le Département d'Etat et le Congrès Américain, les ONGs et les cabinets d'études politiques et stratégiques aux Etats Unis. Elle a, par ailleurs, pris une part active au forum multilatéral organisé à New York par plusieurs Instituts de la Paix qui vit la participation de la quasi-totalité des pays et institutions intéressées à la situation du Tchad.

Point besoin de rappeler les rapports mensuels qui furent distribués à toutes les parties intéressées et publiés sur son blog dans l'optique de vouloir opérer en toute transparence.

La nouvelle dynamique

Le temps a passé et les multiples tentatives de renversement ont toutes échoué. Devant les tergiversations et les insuffisances, tous les partenaires internationaux ont finalement opté et sont entrain de mettre les moyens pour tenter de régler la crise tchadienne par le biais de l'Accord du 13 août 2007 dans lequel tous ceux qui sont à l'intérieur semblent trouver leur compte. Du côté du gouvernement tchadien, on considère que l'accord du 25 octobre 2007 (Syrte) reste toujours un cadre approprié pour les politico-militaires qui souhaiteraient s'engager dans la voie du dialogue. C'est ce qu'a dernièrement fait le Mouvement National de l'ancien ambassadeur Hassaballah Soubiane. D'autres formations politico-militaires ont tenté la piste d'une ONG helvétique qui n'a pas donné de résultats. Les Européens et autres partenaires eux-mêmes ont opté pour les accords existants, ainsi que celui de Doha qui est en cours de négociation.

Il convient de noter également que les Etats Unis font beaucoup de pression sur les gouvernements soudanais et tchadien pour les amener à cesser tout appui à leurs rébellions respectives. En conséquence, le Tchad et le Soudan ont repris le dialogue et semblent s'acheminer vers la normalisation de leurs relations ; d'où l'idée d'un compromis autour des rébellions respectives. Les soudanais se sont rendus à Ndjamena en octobre, le ministre tchadien des relations extérieures a visité Khartoum en décembre et les soudanais sont venu à Ndjamena le 7 et 8 janvier 2010. Après une série de travaux, le Tchad et le Soudan viennent de signer un accord de normalisation entre les deux pays.

Lors du dernier voyage de la CIDI à Ndjamena, le Coordonateur a rencontré les membres du gouvernement, de la société civile et le secteur privé. Tous conviennent que la guerre n'est pas la meilleure voie tout en reconnaissant que l'idée du dialogue inclusif commence à perdre du terrain.

Beaucoup se sont aussi demandés si la Diaspora ne serait pas plus efficace si elle apportait ses compétences au pays.

De tout ce qui précède, quelle conduite la CIDI doit-elle tenir dans la mesure où tout semble converger vers un règlement de la crise par le biais des outils déjà existants (l'Accord de Dakar, celui de Syrte et le tout récent Accord de N'Djamena) avec l'implication de la communauté internationale qui semble avoir pris faits et causes pour le gouvernement tchadien ?

Mise en veilleuse de la CIDI et dernières recommandations

Il ressort de cette expérience que la Commission Indépendante pour le Dialogue Inclusif, telle qu'elle a été conçue, ne cadre plus avec les réalités d'aujourd'hui. Le concept du dialogue ne trouvant pas d'oreille attentive de part et d'autre, la CIDI semble avoir fait son temps. Cependant, et fort de son expérience, elle tire les leçons et propose un canevas en se posant la question de savoir si le changement ne peut-il pas venir de l'intérieur ? En d'autres termes, et compte tenu du fait que beaucoup de monde a exprimé le désir de voir la Diaspora revenir et contribuer à la reconstruction du pays, serait-il opportun de voir dans quelle mesure ceux qui veulent rentrer au pays pourront-ils contribuer significativement au relèvement et à la reconstruction d'un Tchad nouveau ? Un groupe restreint de la CIDI s'est réuni ce janvier 2010 et a pu faire un aperçu rapide sur l'expérience de la CIDI. Après avoir fait le tour d'horizon de l'environnement sociopolitique au Tchad, la tendance qui se dégage est en faveur de la mise en veilleuse de l'organisation. Chaque compatriote reste libre de s'impliquer selon son bon vouloir dans la reconstruction du Tchad.

Les recommandations suivantes ont été relevées autour desquelles une nouvelle stratégie peut s'articuler comme suit :

Les causes fondamentales de l'instabilité au Tchad :

- L'injustice (judiciaire, absence d'équité sociale et népotisme)
- La mentalité guerrière des tchadiens ayant conduit à tant d'années de guerre sans solutions
- Les courants qui entravent le changement : celui de ceux qui préfèrent le statu quo entravant celui de ceux qui œuvrent pour la paix.

Recommandations à tous ceux qui œuvrent pour la paix :

- 1. Mettons fin à l'injustice et à l'absence d'équité sociale**
Exhortons le Gouvernement tchadien de :

- Promouvoir le sens de responsabilité des tchadiens et particulièrement des responsables politiques, administratifs et militaires ;
 - Saisir l'opportunité pour remplacer toutes personnes condamnées pour détournements de deniers publics par des techniciens compétents et qualifiés, équitablement sélectionnés ;
 - Promouvoir l'excellence dans les services publics ainsi que l'égal accès de tous les citoyens ;
 - Promouvoir également le strict respect des lois et règlements par tous.
- 2. Eliminons cette mentalité guerrière en commençant par :**
- Sensibiliser l'ensemble des tchadiens et particulièrement les enfants en leur inculquant le respect des différences et la culture de la non-violence ;
 - Sensibiliser toutes les couches sociales pour encourager la tolérance et le respect mutuel ;
 - Organiser de grandes occasions sociales pour encourager le brassage des différents groupes ethniques ;
 - Encourager le respect et la discipline dans les institutions publiques.
- 3. Encourageons les progrès accomplis par le gouvernement allant dans le sens de l'apaisement et de la solidarité nationale en :**
- Sollicitant les partenaires internationaux (US, UE, ONU etc.) à écrire des lettres d'encouragement pour supporter le gouvernement tchadien dans ses efforts de redressement (lutte anticorruption, élections libres et transparentes, développement des infrastructures, etc.) ;
 - Exhortant le gouvernement à persévérer dans ses efforts de réformes qui ne doivent épargner aucune personne, ni institution ou service public.

Synthèse

Compte tenu des progrès réalisés par le gouvernement tchadien et en raison de la perte de terrain du concept de dialogue inclusif, la CIDI ne semble plus être une plateforme viable. La coordination, de concert avec les membres de la CIDI, suggère la mise en veilleuse de l'organisation. Les membres sont encouragés à agir selon leur bon entendement. Tout en présumant que la Diaspora serait intéressée à répondre positivement à l'appel du gouvernement, chacun est encouragé à réfléchir sur les voies et moyens par lesquels il pourrait apporter une contribution positive au changement et appuyer les efforts déjà consentis.

Pour la Commission Indépendante pour le Dialogue Inclusif,

Le Coordonnateur



Dr. Djimé Adoum